Samedi 4 juin 2016 à 14h, Place Stalingrad (place de la Rotonde), Métro Stalingrad ou Jaurès.

Il y a maintenant trois ans, le 5 juin 2013, notre camarade Clément Méric, militant syndicaliste et antifasciste, était assassiné par des membres du groupuscule néonazi Troisième Voie. Depuis, sa mort est encore présentée comme le résultat d'une rixe entre bandes dans les médias et les discours politiques, réduite à un fait divers et non pas considérée comme la conséquence de la normalisation des idéologies de l'extrême droite dans de larges secteurs de la société française. L'activisme au grand jour de groupes néofascistes, les discours ouvertement racistes et sexistes devenus la norme… ne sont que les symptômes de l'installation d'un système autoritaire, sexiste, raciste et antisocial.

Les attentats de janvier et ceux de novembre ont lancé le début de la militarisation des forces de police. L'état d'urgence, sous lequel nous sommes appelé-e-s à vivre de façon permanente, c'est surtout 3379 perquisitions pour seulement 6 procédures judiciaires pour terrorisme. Les musulman-e-s, ou supposé-e-s tel-le-s sont considéré-e-s comme une « potentielle menace terroriste » et sont rapidement devenu-e-s les cibles des politiques racistes et racoleuses censées rassurer la population. Mais ces discours détruisent des milliers de vie. Les perquisitions et les assignations, source d'humiliation, ont été d'une grande violence, physique et psychologique. Dernièrement, le débat sur la déchéance de nationalité ne fut en réalité qu'une occasion de plus pour les politiques de se concurrencer dans la parole raciste. De cette manière, le gouvernement s'est largement dédouané de toute responsabilité de son échec d'assurer la sécurité intérieure, et ont fait payer à des familles entières leur incompétence.

Cette expérience islamophobe est devenue un laboratoire de la répression de toute parole d'opposition au gouvernement. Le déchaînement de la police à la veille de la COP21 le prouve. La militarisation de l'espace public ne sont plus des fantasmes mais une réalité concrète et quotidienne. Les politiques de répression de toutes formes de contestation populaire, les acquittements systématiques dans les affaires de crimes policiers, jusqu'à l'arbitraire et la brutalité contre les populations fragiles sous couvert d'état d'urgence, et la politique de criminalisation des militant-e-s des droits de l'Homme de la campagne BDS, tout ceci n'est que l'expression publique et sans masque d'un racisme qui ronge les

institutions et administrations françaises. Tout ça pour nous amener à accepter les violences policières comme mode de gestion des classes populaires.

Par ailleurs, la « crise des migrants » n'est qu'un symptôme de plus de cette Europe Forteresse qui accepte que la mer méditerranée ne devienne qu'un immense cimetière maritime pour les victimes du capitalisme et des guerres dont cette même Europe est responsable, du Mali en Syrie. Alors que la mondialisation permet la libre circulation des marchandises et des flux financiers, les être humains sont sommés de s'arrêter aux murs, enfermés dans les camps d'internement ou les prisons. L'Europe s'est créée une forteresse, préférant démanteler les camps, même par le feu, que ce soit aux frontières, à Calais ou dans nos quartiers parisiens de La Chapelle, Stalingrad et Gare d'Austerlitz.
La multiplication des attaques racistes ne font que malheureusement confirmer ce que certains annonçaient depuis des années : la victoire idéologique et politique de l'extrême droite. La mise en place de politiques xénophobes par des gouvernements n'est plus une exception mais devient la norme européenne.

Les mobilisations contre la loi travail révèlent le ras-le-bol face à la destruction programmée des acquis sociaux et face à la précarité comme norme sociale. Elles sont la réponse à toutes celles et ceux qui pensent que la résignation et l'individualisme ont gagné. Les violences policières et la répression exercées contre ces mobilisations mettent en lumière ces pratiques qui sont fréquentes dans les quartiers populaires et tabous dans le reste de la société. Plus la situation sociale va se durcir, plus les violences policières vont se multiplier. Ces politiques sécuritaires et racistes sont le pendant de la guerre sociale, la précarité et l'insécurité sociale comme moyens de gouvernance qui régit notre société.

Parce que nous n'avons rien oublié du sourire de notre camarade ni de ses combats, parce que nous n'avons rien pardonné de l'infamie des fascistes qui l'ont tué et du système qui les produit, parce que nous n'entendons pas laisser sa mémoire aux mains des juges et des journalistes à l'occasion du procès qui approche, nous appelons à une manifestation antifasciste le samedi 4 juin 2016 à 14h à Stalingrad.

Face à la répression, au racisme et à l'extrême droite : autodéfense populaire !